

BRUXELLES, LE 18 AVRIL 1975  
EMBARGO: JSH.OO

RAPPORT POLITIQUE PRESENTE PAR A. SPINELLI  
AU CONGRES DE L'UNION DES FEDERALISTES EUROPEENS

---

La Communauté européenne est, à ce jour, la seule réalisation concrète de la construction européenne. Conçue et constituée en couches successives pour "établir les fondements d'une union sans cesse plus étroite entre les peuples européens", la Communauté n'a en réalité jamais dépassé le niveau d'une union douanière, assortie d'une organisation des marchés agricoles, d'une législation anti-trust, d'une modeste action commune sociale et, depuis peu, aussi régionale. Elle a même subi une érosion non négligeable des aspects supranationaux et essuyé plusieurs défaites dans la tentative d'accélérer l'intégration. Néanmoins, au-delà de son contenu réel et de ses défaillances, son existence même exprime avec force un fait nouveau dans l'histoire de nos peuples; la construction de leur unité par des limitations de souveraineté librement consenties a cessé d'être une utopie; elle est devenue depuis 25 ans une tâche politique réelle et actuelle. La Communauté a rassemblé d'abord six, puis neuf nations, a entraîné dans une association privilégiée le reste des pays de l'Europe démocratique- constitue le grand espoir des pays qui émergent des dictatures fascistes, oblige enfin les responsables politiques de ses pays membres à se poser continuellement le problème du développement ultérieur de cette unité. En somme, la Communauté est le noyau vivant à partir duquel tout progrès de l'unité devra se faire.

C'est de son drame actuel que nous parlerons ici.

Assez longtemps la majorité des européens a pu fermer les oreilles aux critiques des fédéralistes et avoir confiance dans la possibilité pour la Communauté de réaliser pas à pas une intégration économique croissante aboutissant presque par surcroît, à l'union politique, sans rien changer aux structures et aux méthodes des prises de décisions, sans besoin de

participation populaire, ni de grands débats politiques, grâce à l'oeuvre de la bureaucratie communautaire, à sa collaboration avec les bureaucraties nationales et à la "volonté politique" de quelques ministres et premiers ministres. Les impasses, les défaites rencontrées sur ce chemin étaient ressenties comme dûes à la mauvaise "volonté politique" de tel ou tel chef d'état ou de gouvernement; on restait convaincu que la tenacité des institutions communautaires en serait venue à bout.

Se demander s'il s'agissait d'une illusion ou d'une possibilité réelle ne revêt plus qu'un intérêt académique. Car, une crise économique, sociale, politique, interne, internationale, dont on ne perçoit pas encore toute la portée et la durée, a arrêté toute possibilité d'évolution par petits pas de la Communauté vers l'union économique et politique. La Communauté, et avec elle toute l'entreprise ambitieuse de l'intégration des peuples de l'Europe dans la liberté et le progrès, est en danger; elle est parvenue à un tournant où elle doit faire un bond qualitatif en avant si elle ne veut pas risquer de périr.

Les défis historiques posés par cette crise aux aspects multiples concernent :

- 1) l'indépendance de l'Europe démocratique;
- 2) les mutations de la société européenne;
- 3) les responsabilités de l'Europe vers les PVD;
- 4) la refonte institutionnelle de la Communauté.

#### 1) - L'indépendance de l'Europe démocratique

Depuis la fin de la guerre les pays de la Communauté ont fondé leur sécurité militaire sur l'Alliance Atlantique, et la sécurité du marché mondial sur l'emploi universel du dollar comme instrument de la liquidité monétaire internationale.

L'Alliance Atlantique était et est encore une nécessité posée par l'équilibre mondial. Une forte interdépendance économique et monétaire des pays les plus développés est aussi une nécessité pour tous les pays industrialisés et en développement, mais surtout pour l'Europe qui dépend dans une si grande mesure du bon fonctionnement du marché mondial. Que les Etats-Unis aient assumé au début des responsabilités prédominantes dans les deux cas s'explique par le désarroi politique et économique de l'Europe il y a 30 ans. Que cette prédominance se soit perpétuée n'a été pour longtemps dû qu'à la manière dont l'Europe a fait avancer son propre processus d'unification. Il convient en effet de rappeler que pendant longtemps les Etats-Unis ont attendu et souhaité que l'Europe accélère son unification pour devenir un véritable partenaire.

Mais si à l'ombre du double protectorat militaire et monétaire l'Europe a bien créé les Communautés, elle a renoncé après des tentatives peu cohérentes de créer aussi bien une défense qu'une monnaie européenne, accepté l'hégémonie américaine dans les deux cas et imaginé, par paresse plus que par conviction, que les Etats-Unis continueraient patiemment à attendre, sans abuser de leur position dominante, qu'elles ne deviennent, enfin, un partenaire valable. Le réveil a été amer. L'Amérique a commencé à prendre acte, d'abord presque en tâtonnant, ensuite avec une conscience claire, qu'en dehors du domaine très limité de la politique douanière et agricole l'unité européenne n'existait pas, et que par conséquent l'Europe n'était pas un partenaire, mais un ensemble de pays plus ou moins importants, plus ou moins bien disposés, mais tous dépendants de l'Amérique.

Dès lors elle a mené sa politique nouvelle avec l'URSS sans trop se soucier d'y faire participer ses alliés bien que les résultats de cette politique se traduisent inévitablement en déplacements des points de tension et en modifications des niveaux d'interventions militaires possibles de l'Amérique.

Les européens sont directement intéressés à la définition et aux conséquences des nouveaux équilibres, mais ils doivent se contenter de prendre acte des variations de la politique extérieure et militaire du grand allié.

De même dans le domaine monétaire Washington, poussé par ses propres problèmes économiques et conscient de l'impuissance politique de ses partenaires, a commencé à manipuler le dollar sans trop se soucier des conséquences pour les autres pays. Conséquences sont ils seraient bien forcés de prendre acte.

Plus tard le gouvernement américain a développé sa propre théorie de la "souveraineté limitée" des européens, en prétendant qu'avant de décider n'importe quoi en commun ils consultent d'abord l'allié hégénone.

Enfin, tout récemment, ils n'ont pas hésité à exercer cette hégémonie lorsqu'il s'est agi d'affronter la crise du pétrole. Encore une fois c'était l'évidence même qu'une action commune s'imposait. Quelle dû prendre la forme d'une hégémonie américaine n'était que la conséquence du fait que l'Europe se révélait incapable de se donner une politique commune de l'énergie, interne et extérieure.

Dans ces avatars des rapports euro-américains on constate un paradoxe. Parallèlement au renforcement du rôle et de l'attitude impériale à l'égard de l'Europe, les Etats-Unis sont secoués par une profonde crise de confiance concernant l'utilité pour eux de maintenir toutes les responsabilités qu'ils ont assumées dans le monde. La position dominante américaine est devenue en même temps plus arrogante et moins crédible; la dépendance européenne plus évidente et plus incertaine.

Si en Europe les politiques extérieure, militaire, monétaire, de l'énergie continuent à être des prérogatives nationales, si aucun effort n'est fait de les mettre en commun et de les confier à une autorité commune, la seule politique qui restera à faire sera que chaque Etat pour son compte cherche de développer des relations spéciales avec l'Amérique, ce qui reviendrait à consolider la tendance impériale de ce pays. Le peu d'unité dans l'indépendance qui existe à présent finirait par être englouti par cette plus large unité dans la dépendance; et, convient-il d'ajouter, dans une dépendance pleine d'incertitude, car si l'hégémonie américaine

ne réussissait pas à se consolider, une Europe désormais désarticulée ne serait apte qu'à glisser d'une dépendance impériale vers une autre opposée.

Seulement la restauration de l'indépendance redonnerait aux Européens ce sens de la dignité et du respect vers eux mêmes qui permet aux alliances d'être des partnerships entre égaux, à l'interdépendance économique de s'établir pour l'avantage réciproque. Mais une telle restauration exige que la Communauté dépasse sans trop tarder ses structures actuelles; car elles ne lui permettent d'avoir ni une politique étrangère, ni une défense commune, ni une monnaie propre, ni une politique commune de l'énergie. La Communauté ne survivra pas longtemps si elle n'accomplit pas ce bond, et avec elle disparaîtra l'indépendance même de nos peuples.

## 2) - Les mutations de la société européenne

La société européenne des années '50 et '60 dans sa croissance impétueuse de la consommation et de la production avait rejeté dans l'ombre la recherche de réponses valables aux maux qu'en partie elle avait hérité sans les résoudre, et qu'en partie elle engendrait elle même: les sousdéveloppements et surdéveloppements régionaux, les injustices sociales persistantes, la contestation croissante de formes de travail abrutissantes, l'émigration de masses de travailleurs des pays et régions sous-développés vers les pays et régions surdéveloppés, le ressentiment croissant contre l'absence de participation des travailleurs aux décisions économiques, l'emprise croissante et incontrôlée des grandes sociétés multinationales, la dégradation de la qualité de la vie surtout dans les grandes villes, la destruction progressive du milieu naturel, le gaspillage des ressources naturelles, et ainsi de suite.

Lorsque la demande des biens de consommation, des matières premières, de l'énergie, exaspérée par une croissance sans but, a commencé à dépasser

la possibilité de les produire en quantités adéquates au même prix, une forte inflation s'est déclenchée dans tous les pays, suivie de graves phénomènes de récession, de chômage, d'arrêts de la croissance, d'appauvrissements soudains. La crise du pétrole n'a fait qu'accélérer un phénomène qui avait d'autres causes que le seul prix de l'énergie. Le redressement par le simple mécanisme du marché étant trop lent et douloureux pour être accepté par n'importe quel pays, des interventions croissantes des pouvoirs publics se sont imposées et s'imposent de plus en plus: interventions dans la monnaie et le crédit, dans les importations et les exportations, dans les structures industrielles et dans les rapports de propriété. Les économies de nos pays seront désormais beaucoup plus planifiées que dans le passé récent.

La première question devant laquelle cette conjoncture politico-économique nouvelle place les européens concerne le but de ces interventions. Doivent-elles ne servir qu'à rétablir l'ancien modèle de croissance, se borner donc à freiner l'inflation, à contenir la demande des biens de consommation, des matières premières, de l'énergie, et à promouvoir la production et l'exportation, jusqu'à ce que l'équilibre de l'ancien modèle soit rétabli, sans se soucier si de telle manière on n'aura soigné que les symptômes, en laissant subsister toutes les causes ? Ou bien doit on employer la panoplie des interventions possibles afin de modifier le modèle de croissance qui est à l'origine de ces maux et de cette crise ? Dans ce cas il ne faudrait pas se limiter à contenir la consommation et à promouvoir les investissements, mais encore faudrait-il conditionner par des mesures appropriées les ordres de priorité de la consommation et des investissements en vue d'éliminer les maux que nous venons de rappeler et de faire que, de cette crise, émerge une société meilleure, plus équilibrée, plus juste, plus solidaire.

La deuxième question concerne les pouvoirs publics auxquels revient le rôle d'intervention. La Communauté n'étant, aujourd'hui encore, compétente que dans des domaines extrêmement limités, ce rôle ne peut être que des gouvernements des Etats membres. Mais, tout en étant nécessaires, les

interventions des pouvoirs nationaux, tant qu'elles ne seront pas conditionnées par des interventions fortes et contraignantes de la Communauté, tendront inévitablement à produire des situations incompatibles, à empêcher tout progrès de l'intégration, à dissoudre même celle qui déjà existe, à faire que chaque pays se replie davantage sur soi-même. La renationalisation de la vie économique se manifeste déjà sous nos yeux sous des formes différentes dans chaque pays.

Les conséquences d'une telle renaissance du nationalisme économique seraient très graves. Le fait de ne pouvoir compter que dans une mesure moindre et plus aléatoire sur les avantages de la division internationale du travail, rendrait chaque pays plus pauvre, donc plus incapable d'affronter l'effort d'un plan de mutation de modèle, plus enclin à se contenter de restaurer l'ancien modèle, plus sensible à la double tentation, d'un côté de faire du nationalisme militant à l'égard des pays voisins pour essayer de s'assurer quelques marchés réservés, et de l'autre côté de s'encadrer dans un système économique impérial pour y trouver une plus grande sécurité économique.

Pour arrêter une telle dégénérescence il faut aller bien au-delà de la stérile concertation entre Ministres de finances, entre Gouvernements des banques centrales, entre Chefs de gouvernement. Une véritable Banque centrale européenne devrait émettre sans délai une monnaie européenne fondée sur la mise en commun d'une partie des réserves nationales, existant parallèlement aux monnaies nationales. Une instance supranationale de la Communauté dotée de pouvoirs gouvernementaux réels, devrait avoir un large accès aux marchés financiers pour emprunter l'argent nécessaire pour ses interventions; elle devrait disposer d'un large pouvoir d'imposition fiscale. Ce n'est qu'à ces conditions que la Communauté en tant que telle pourra intervenir dans les programmations nationales comme un partenaire dont il faut tenir compte en raison des moyens qu'elle mettra à disposition, et pourra ainsi contribuer à ce que ces programmes soient conçus et réalisés dans le sens de leur convergence et de leur intégration. Il est évident que dans une telle perspective les engagements fi-

nanciers des Etats membres se réduiront, que donc ils diminueront leurs impôts et leurs emprunts sur les marchés financiers. L'accroissement de la puissance financière de la Communauté ne signifiera pas automatiquement une augmentation de la dépense publique, mais la mise en commun d'une partie de cette dépense, pour en permettre un usage ayant un sens européen.

Les compétences législatives et gouvernementales dont la Communauté devra disposer en matière économique devront être précisées et réalisées, mais le pas décisif concernera l'attribution du pouvoir d'émettre sa monnaie et de mobiliser des ressources financières par des emprunts et des impôts. C'est là une méthode très différente de la coordination par étapes des politiques monétaires et économiques nationales, où le coordinateur, c'est-à-dire la Communauté, ne dispose d'aucun instrument propre d'action.

Le choix du modèle de croissance et la question des pouvoirs publics qui devront intervenir pour le réaliser sont à première vue deux problèmes séparés; en réalité ils ne sont que deux faces de la même médaille. Vouloir vraiment et avec cohérence sortir de la crise en remplaçant le modèle de l'homme au service de la croissance par celui de la croissance au service de l'homme, suppose que l'on veuille aussi un pouvoir économique fédéral réel. Car seule une programmation-cadre dotée de moyens ne se substituant pas aux plans et aux politiques nationales, mais ayant la force de les faire converger permettra d'un côté d'engendrer et d'utiliser l'immense potentiel de productivité nécessaire pour réaliser le nouveau modèle de croissance, et de l'autre côté d'introduire et garantir ce minimum de règles communes sans lequel les mutations les plus importantes limitées à l'échelle nationale, se révéleraient impossibles.

### 3) - Les responsabilités de l'Europe vers les PVD

L'Accord de Lomé, l'aide donnée aux pays les plus démunis, les préférences généralisées pour les PVD, montrent que l'Europe n'ignore pas ses responsabilités. Il est aussi certain que si la Communauté n'avait pas existée, cette politique n'aurait pas eu l'envergure qui la caractérise aujourd'hui. Et cependant la fierté légitime qu'on doit avoir pour cette politique ne peut pas nous laisser fermer les yeux devant les problèmes actuels des pays en développement. L'augmentation soudaine et forte du prix du pétrole a déplacé vers les pays producteurs une masse énorme de moyens financiers, qui, d'une manière ou d'une autre, devront bien finir par être réinvestis. Une partie de ces investissements se dirigera de nouveau vers les pays industrialisés où ils provoqueront sans doute des transferts de propriété non négligeable, mais il est facile de prévoir que des mesures seront vite prises pour empêcher la formation de certaines positions dominantes, et en général ces investissements n'auront pas d'effet perturbateur excessif sur nos économies. Il est beaucoup plus important que des moyens financiers énormes soient désormais susceptibles d'être investis de manière beaucoup plus large que par le passé, dans les pays producteurs de pétrole et dans d'autres pays en voie de développement. Grâce à ce flux de moyens financiers beaucoup de pays en voie de développement pourront acheter dans les pays industrialisés des biens d'équipement et de l'assistance technique en quantité bien plus élevée qu'autre fois en leur fournissant en échange l'argent qui leur permettra, à leur tour, d'acheter le pétrole. Participer à ce processus triangulaire sera pour l'Europe la manière pour remettre en ordre le marché mondial et sa balance des paiements. Mais ce sera en même temps la première fois que nous pourrons nous engager dans un effort de coopération économique mondiale pour le développement du Tiers Monde d'une dimension sans précédent.

Le risque de manquer cette chance est grand, aussi bien pour nous que pour les pays en voie de développement. Ceux-ci pourraient vouloir utiliser le flux d'investissements dont ils sont maîtres pour bâtir ce qu'on appelle des "cathédrales dans le désert", c'est-à-dire de grands

complexes industriels destinés à déboucher sur des crises de surcapacité de tel ou tel produit, sans aucun grand avantage réel pour le pays où l'investissement aura été effectué. Les pays industrialisés pourraient se limiter à fournir ce qu'on leur demande, sans demander ni à eux-mêmes ni à leurs clients si l'opération engagée est la plus utile; ils pourraient par la suite réagir à la compétition accrue de pays nouveaux en tâchant de fermer, en tout ou en partie, leurs marchés menacés par les nouveaux concurrents. Pour éviter ce danger une forte et complexe politique de coopération économique devient nécessaire pour la Communauté, en vue de modifier non seulement les structures industrielles des autres mais aussi corrélativement les nôtres.

Les PVD (et par ailleurs aussi les pays à commerce d'Etat et les pays industrialisés qui ont encore de grandes ressources non utilisées, tel que le Canada) devraient pouvoir conclure avec la Communauté des traités de coopération économique ayant pour objet de vastes plans d'investissements, des "joint ventures", des organisations de marchés pour certaines matières premières, des transferts de technologies et de "know how", etc.

Une telle perspective répond à une utilité économique évidente car elle permettra de recycler les pétrodollars d'une manière saine. Mais elle répond aussi et surtout à une exigence de sagesse politique. En effet, si les énergies des peuples ne réussissent pas à se concentrer dans les prochaines années sur un effort rationnel de lutte contre la misère, ne nous faisons pas d'illusions : elles se concentreront de nouveau avec une fureur croissante dans des aventures menant à la dictature et à la guerre.

Lorsqu'on parle de coopération économique nous pensons, avec raison, surtout aux grands pays très pauvres de l'Asie, de l'Amérique Latine, de l'Afrique ainsi qu'aux pays à commerce d'Etat avec lesquels des possibilités de coopération non encore explorées existent. N'oublions cependant pas qu'à nos portes, en Europe même, des pays sortent de longues et dures

dictatures, tels que le Portugal et la Grèce. Ils se tournent vers nous car, pour eux, aujourd'hui l'Europe signifie le même espoir de progrès dans la liberté qu'elle a signifié pour nos peuples il y a 30 ans. Que répond pour le moment la Communauté ? Rien.

Un des paradoxes de notre situation actuelle dans ce vaste et dangereux domaine du développement international est qu'au moment précis où la coopération économique est en train de devenir le terrain le plus important de la politique étrangère pour tous les pays, mais en particulier pour l'Europe, il arrive que les Etats membres de la Communauté contestent encore à celle-ci la compétence de faire des négociations et des traités de coopération économique. Ils préfèrent encore se précipiter, chacun pour son compte, auprès des nouveaux riches du monde, vers les nouvelles chances qui s'offrent, dans l'espoir d'obtenir quelques gains préférentiels pour eux. Ils renoncent à voir grand, à voir loin, à voir clair. Mais seule une Communauté forte peut affronter avec succès les grands plans de ce qu'on appelle le développement triangulaire des investissements.

#### 4) - La refonte institutionnelle de la Communauté

Restaurer notre indépendance dans le monde, réformer notre société pour mettre sa croissance au service de l'homme, coopérer avec vigueur à la lutte contre la pauvreté dans le monde - voilà la réponse à qui demande : l'Europe pourquoi faire ? Quelle preuve plus forte de la nécessité de la construction européenne que cette coïncidence entre des impératifs qui ont une valeur permanente et des exigences qui jaillissent du cours même des événements ?

Or, si nous demandons avec insistance une refonte des institutions politiques de la Communauté et sa transformation en une union fédérale, c'est parce qu'une telle refonte est nécessaire pour répondre à ces trois grands défis. Et si nous demandons qu'on ne perde pas de temps, c'est parce que le danger, voire la tentation, de l'abdication est devant nos yeux.

Les décisions qui devront désormais être prises au niveau européen concerneront de près et profondément les intérêts, les sentiments, les habitudes de tous les citoyens des Etats membres de la Communauté. Comment croire qu'elles puissent être prises, réalisées et approfondies avec continuité jusqu'à constituer une réalité politique effective et forte pour notre peuple européen et pour le reste du monde, tant que les instruments resteront ceux dont dispose actuellement la Communauté ? De telles décisions ne peuvent pas être inventées par une Commission dépourvue d'enracinement politique propre dans le peuple européen et dans ses forces politiques. Elles ne peuvent pas être préparées à huis-clos, en dehors de tout grand débat politique sur les options de fonds, par une bureaucratie européenne en dialogue avec les bureaucraties nationales. Elles ne peuvent pas être soumises seulement à une consultation superficielle d'une Assemblée qui n'a pas de pouvoirs de décision et dont les membres sont avant tout des parlementaires nationaux. Elles ne peuvent pas être prises par des Conseils de ministres nationaux chacun plongé tout entier dans ses conditionnements nationaux, chacun entouré par sa propre machine nationale de formation des décisions.

Mais tel est bien le mécanisme institutionnel de la Communauté actuelle; et lorsque les gouvernements ont dû affronter de nouveaux problèmes communs au-delà de ceux qui avaient été inscrits dans les Traités, ils n'ont su faire rien de mieux que multiplier les centres intergouvernementaux : un Eurogroupe au sein de l'Alliance Atlantique pour essayer de définir une stratégie européenne commune, un comité de gouverneurs de banques centrales pour essayer de se donner une politique monétaire commune, des réunions de ministres des finances pour essayer de se donner des politiques économiques convergeantes; des réunions de ministres de la coopération politique pour essayer de concerter leurs politiques extérieures; enfin, tout récemment, un Conseil européen de chefs de gouvernement, institutionnalisation des anciens "sommets", pour essayer de se donner une politique d'ensemble commune. Plus la méthode montre sa stérilité et plus les gouvernements s'acharnent à multiplier les rencontres intergouvernementales.

Cependant, parallèlement à cette obstination sur un chemin qui ne mène nulle part, nos gouvernements et en particulier nos chefs de gouvernement, sentent que l'Europe et leurs peuples ont besoin de plus que de leur rencontres et Conseils. En 1972 à Paris, en 1973 à Copenhague, en 1974 de nouveau à Paris, ils se sont sentis obligés de reconnaître qu'il faut bien aller au-delà de l'union douanière vers une véritable union économique et monétaire, au-delà de la coopération internationale vers une vraie identité européenne, au-delà de la Communauté économique et des différentes rencontres intergouvernementales qui l'entourent vers une véritable union politique.

Au moment même où ils ont installé nos pays dans le système confédéral du "Conseil européen", ils ont senti que ce système était loin de pouvoir être considéré comme définitif et ont pris des engagements qui ne touchent encore à rien de ce qui existe, mais qui ouvrent la voie à ce qui pourrait être un tournant décisif dans l'histoire de la construction européenne.

Alors que depuis 1957 l'engagement de faire élire directement le Parlement européen est inscrit dans le Traité de Rome sans qu'aucune suite n'y ait été donnée, les gouvernements ressentant l'impossibilité de faire avancer l'unité européenne sans admettre cette forme non unique, mais certes fondamentale de la participation populaire, pour la première fois se sont engagés, au mois de décembre dernier, à faire tenir ces élections en 1978. En même temps ils ont invité la Commission et le Parlement européen à remettre de manière anticipée leur rapport sur l'union politique au mois de juin 1975, et ont demandé à leur collègue Monsieur Tindemans de leur présenter pour la fin de l'année un rapport de synthèse indiquant en quoi devrait consister l'Union européenne.

Ce n'est pas un hasard que les chefs de gouvernement ont réouvert les deux dossiers des élections et de l'Union au moment <sup>même</sup> où, à la crise générale que nous venons d'examiner, s'ajoute encore la crise particulière de l'Angleterre qui s'interroge sur son adhésion à la Communauté et prépare un référendum sur ce sujet. Si l'on n'avait pas répondu en in-

diquant un but ambitieux, allant au-delà des déboires quotidiens, tout le monde aurait compris que les gouvernements européens s'étaient désormais résignés à capituler et que l'aventure européenne tournait désormais à sa fin. C'est ce que nos gouvernements, malgré tout, ne peuvent pas admettre, car la fin de la perspective européenne ferait précipiter dangereusement la crise aussi bien dans ses aspects politiques que dans ses aspects économiques.

Mais ne nous leurrions pas en croyant à une victoire facile. A partir du moment où ces deux projets ont été formulés à Paris, les forces surnoisées mais actives du conservatisme national se sont mises en mouvement pour les aborder.

Le Parlement européen n'a pas perdu son temps et, peu de semaines après le Sommet de Paris, a approuvé le projet de convention sur les élections que les gouvernements lui avaient demandé. Mais au lieu d'être rapidement transmis aux Parlements nationaux pour ratification et pour être complétés par des lois nationales d'application, le projet s'est immédiatement enlisé dans Dieu sait quel tiroir des Ministères des Affaires Etrangères ou du Coreper, et on commence ici et là à entendre dire, de nouveau, que bien sûr les élections ne pourront pas avoir lieu dans trois ans et qu'il faudra se contenter du fait qu'on a en tout cas promis de les tenir. Soyons sûrs que nous entendrons bientôt de nouveau dire que les élections d'un Parlement sans pouvoirs ne sont pas une chose sérieuse, que les partis ne sont pas encore préparés, que mieux vaut donc les renvoyer.

Quant aux rapports sur l'Union Européenne, la Commission, le Parlement et M. Tindemans lui-même, se sont mis au travail sans désespérer. Mais les conseils de prudence, les sourires ironiques sur les risques d'un zèle excessif, les déclarations très assurées sur ce que les gouvernements accepteront ou n'accepteront pas (et on nous assure qu'ils accepteront très peu) se multiplient. Le Parlement européen s'est déjà laissé intimider et a ralenti ses travaux jusqu'au référendum anglais, en perdant ainsi des mois précieux. Les directeurs généraux des affaires politiques des Ministères des Affaires Etrangères, qui ont été chargés depuis quelques années de faire des propositions de renforcement et de

progrès de la coopération politique et qui ont montré ad abundantiam leur totale incapacité à proposer quoique ce soit dépassant le niveau des pourparlers entre ministres et entre diplomates, ces mêmes directeurs font savoir discrètement qu'ils sont prêts à prendre dans leurs mains le rapport Tindemans dès qu'il sera consigné aux ministres; car, voyons, faire l'Union signifie faire un Traité et faire les Traités c'est une besogne des diplomates !

Si la convention pour les élections et la préparation du rapport sur l'union politique ne demeurent, au cours de cette année, que des affaires traitées dans la pénombre, à huis-clos ou presque, à l'insu des forces politiques et de l'opinion publique, on peut être sûr que, d'un côté, 1978 arrivera sans qu'on soit prêts aux élections, que, de l'autre côté, les rapports du Parlement, de la Commission et de M. Tindemans seront négativement influencés par les voix multiples du conservatisme national, et qu'enfin il en sortira ce qui est sorti du rapport Werner, lequel avait bien affirmé la nécessité d'un centre européen de décision, mais n'a engendré que d'autres comités intergouvernementaux.

1975 doit donc être l'année du grand débat sur l'avenir de l'Europe, et dans ce débat les fédéralistes devront redevenir "le sel de la terre". Le Mouvement Européen a accepté notre proposition de tenir un nouveau grand Congrès de La Haye. L'importance de cette décision est dans le fait que, dès à présent, tous les militants et partisans de l'Union Fédérale Européenne devraient mobiliser toutes les forces politiques, sociales, professionnelles, culturelles, pour qu'elles participent à ce Congrès.

La découverte de l'importance politique de l'Europe a été dans tous nos pays graduelle et chacun y est parvenu à sa manière. Notre appel s'adressera à tous parce que ce n'est que d'un pacte politique qui englobe la plus grande partie du peuple européen que peut naître l'Europe politique. Mais notre appel doit s'adresser en premier lieu aux forces qui sont les plus engagées dans les luttes pour la mutation de notre société, car

l'Europe, nous l'avons vu, naîtra pour transformer beaucoup plus que pour conserver.

Partout des rencontres et débats devront se tenir au cours de cette année pour préparer ce grand rassemblement de toutes les forces démocratiques du peuple européen que doit être le Congrès de La Haye. La préparation large et publique du Congrès contribuera à ce que le Parlement européen, la Commission, M. Tindemans puissent écouter ces voix populaires et non seulement celles de establishments nationaux. Le Congrès lui-même devrait avoir lieu après la publication du rapport Tindemans, mais avant que les gouvernements aient décidé des suites à lui donner.

Le mot d'ordre que l'U.E.F. devra chercher à faire adopter par les forces présentes au Congrès pourrait être ainsi résumé :

Il n'y a aucune raison d'attendre 1978 pour les élections européennes. Le projet électoral est déjà prêt. Il peut être ratifié et complété très rapidement. Le peuple européen n'est pas un mineur qui n'atteindra l'âge du vote que dans trois ans. Il ne sera pas plus mûr dans trois ans qu'à présent et le risque est grand que dans trois ans la situation se soit détériorée au point de rendre inutiles ou impossibles les élections. Nous demandons donc d'avancer à 1976 la date des élections européennes. Le rapport Tindemans devrait être transmis par les Chefs de gouvernement avec leurs commentaires au Parlement élu, pour que celui-ci le traduise en un projet de constitution de l'Union européenne. Cette constitution sera transmise pour ratification aux Parlements nationaux. La vieille querelle sur la priorité des élections ou celle des compétences serait ainsi tranchée. Les élections sont nécessaires sans délai parce qu'il est nécessaire de confier, sans délai, un rôle constituant au Parlement européen.

Obtenir la Constituante européenne sera la chose la plus difficile, mais ce sera sur elle que le sort de l'Europe se jouera. Il est certain que la Constitution sortira en tout cas d'un compromis entre plusieurs forces, mais si elle est préparée par des diplomates le compromis se fera

entre Etats et le résultat sera une Constitution confédérale, c'est-à-dire le néant. Si, au contraire, le compromis se réalise entre forces politiques qui, dans la plupart des cas, sont des courants en large mesure transnationaux, le résultat sera pratiquement avec certitude une constitution fédérale. En tout cas la préparation des élections et par la suite le débat dans le premier Parlement élu constitueront une arène politique de dimension européenne où enfin tous les jeux n'auront pas été préalablement faussés en faveur des points de vues nationaux, comme il arrive à présent dans presque toutes les enceintes européennes.

Personne ne peut dire si cette campagne pour avancer la date des élections européennes en vue d'avoir un Parlement constituant qui donne naissance aux institutions de l'indépendance et de la grande mutation européenne réussira ou non dans les délais que nous venons d'indiquer. Mais ces délais ont une logique et il faut faire le possible pour les maintenir. 1975 doit être l'année de la lutte pour la démocratisation de l'Europe. Quelques premiers résultats ont déjà été atteints. Sous l'impulsion de son Président la Commission s'est engagée à assumer un rôle de guide politique à l'égard de toutes les forces politiques de l'Europe. Le Parlement européen a déjà voté la convention de loi électorale. Nous avons déjà obtenu que le Mouvement Européen convoque le Congrès de La Haye. Nous venons d'obtenir que les Etats généraux des Communes d'Europe adoptent à l'unanimité et avec éclat notre idée de l'Assemblée Constituante européenne. Tout cela signifie clairement que notre gain commence à germer.

Avant de terminer je voudrais me permettre une méditation qui touche plus directement les fédéralistes. Je sais que le mouvement est fatigué, plein de cicatrices, plus capable de tenir abstraitement une position idéale que de mener des batailles politiques, plus enclin à se renfermer dans son orgueil de précurseur qu'à faire appel à des forces nouvelles qui ne seraient pas sensibles à toutes ses idées. C'est là le prix de toute longue marche et vous venez de parcourir une longue marche dans le désert. Mais à présent vous avez devant vous la grande occasion de mener enfin la bataille dont vous avez longtemps rêvé. Sachez la saisir.